Communiqué de presse : Le Théâtre du Lierre va fermer ses portes

Pris entre deux feux – la Ville de Paris et l'État – le Lierre ne disposera plus d'un théâtre à partir de juillet 2011.

L'actuel Théâtre du Lierre, fondé par Farid Paya et la Compagnie du Lierre en 1980, est voué à la démolition à l'été 2011. Il se situe dans la ZAC Masséna-Chevaleret, dans le XIII^e arrondissement. Juste à côté de ce théâtre qui va être démoli, la Ville de Paris construit un nouveau théâtre, qui sera opérationnel dès septembre. Selon une décision prise en février 2003 par le Conseil de Paris, et confirmée maintes fois depuis, ce nouveau théâtre a été conçu pour reloger le Lierre. Malheureusement, à cinq mois de l'échéance, la Ville de Paris n'a toujours pas annoncé à qui sera accordée la direction du Nouveau Théâtre.

La Ville de Paris se dit influencée par la décision prise en novembre 2009 par le Ministère de la Culture (DRAC Ile-de-France) de déconventionner le Lierre sur cinq ans à partir de 2010. Seulement, la décision de la DRAC se veut motivée par le fait que l'État ne veut pas financer un nouvel équipement de la Ville, à savoir le nouveau théâtre. Le Ministère maintient que c'est aux tutelles territoriales de soutenir un projet « local », donc il se désengage. La Ville de Paris maintient que ce n'est pas à elle de suppléer au désengagement de l'État.

Le Lierre, une compagnie qui gère un lieu, est depuis longtemps soutenu et par le Ministère de la Culture et par la Ville de Paris. Aujourd'hui, pris entre le marteau et l'enclume, il fait les frais du désengagement culturel de l'État et de la rivalité entre l'État et la Ville de Paris.

En se désengageant du Lierre, l'État confirme sa politique malthusienne récente qui consiste à réduire son soutien à tout ce qui n'est pas structure nationale. Il cherche à justifier sa décision en déclarant qu'un comité d'experts aurait donné un avis défavorable sur la production du Lierre en 2009. Cette décision a été prise sans avertissement, sans preuve et sans appel. Vu les soutiens importants dont bénéficie le Lierre, un tel jugement draconien paraît peu crédible.

En effet, le Lierre, essayant d'inverser la décision de la DRAC et de dialoguer avec la Ville, a mobilisé plusieurs réseaux de soutien. Ceux-ci se sont exprimés de plusieurs manières :

- Une pétition signée par dix mille personnes.
- Des centaines de témoignages de spectateurs.
- Une lettre de soutien adressée à Frédéric Mitterrand par le Syndéac (Syndicat National des Entreprises Artistiques et Culturelles).
- Des courriers adressés, tant à Frédéric Mitterrand qu'à Bertrand Delanoë, par une quarantaine de personnalités du monde de la culture et du monde politique.

Ces efforts auront été en vain. L'État maintient son désengagement. La Ville, plus soucieuse de l'événementiel que du travail de fond, fait preuve d'une réelle difficulté à soutenir durablement les structures existantes. Le Lierre espère encore que la Ville mettra fin à ses hésitations et qu'elle lui accordera le Nouveau Théâtre.

Sans cela, le Lierre pourra continuer à exister mais seulement en tant que compagnie sans théâtre. Mais sans l'activité d'un théâtre, il sera vraisemblablement contraint de procéder à un licenciement collectif. Avec la fermeture du Théâtre du Lierre, implanté dans le XIII^e arrondissement, déjà pauvre en équipements artistiques, ce n'est pas seulement une entreprise culturelle qui disparaît. C'est toute une équipe, une expérience, un savoir et un public qui seront sacrifiés. Et des compagnies confirmées et inclassables qui ne seront plus accueillies...